

# ALARME

4<sup>F</sup>

N°12

REP. 253 N. 011-1850

Organe du **F**erment **O**uvrier **R**évolutionnaire en France

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS,  
SUPPRIMONS LES ARMEES, LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRE,  
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE!  
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT!

EDITORIAL

**REPONSE**

**INTERNATIONALISTE**

**ET REVOLUTIONNAIRE**

**AU PROJET GOUVERNEMENTAL**

**P«S» P«C»**

# Le texte du projet d'accord de gouvernement PS-PC

Voici le texte du projet d'accord de gouvernement conclu la nuit dernière entre les délégations du PS et du PC. C'est ce texte qui a été soumis au comité directeur du PS et au comité central du PC, sous le titre : Déclaration commune du Parti socialiste et du Parti communiste français.

**R**EUNIS au lendemain des élections législatives, comme ils en étaient convenus, les représentants du Parti socialiste et du Parti communiste français se félicitent du choix que vient de faire le peuple français qui a confirmé le 21 juin son vote du 10 mai en donnant à la majorité présidentielle une large majorité à l'Assemblée nationale.

Les conditions sont ainsi créées pour mettre en œuvre le changement attendu par le pays.

En vue de parvenir à une orientation gouvernementale commune, les deux partis ont consacré l'essentiel de leur discussion aux points qui étaient restés en débat lors de leur précédente rencontre.

Conscients des devoirs que leur dicte la situation, les deux partis se déclarent décidés à promouvoir la politique nouvelle qu'ont choisie les Françaises et les Français en élisant François Mitterrand à la présidence de la République. Ils le feront à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la majorité qui vient de se constituer. Ils le feront au gouvernement dans une solidarité sans faille. Ils le feront dans les collectivités locales et régionales, dans les entreprises en respectant les fonctions propres des institutions et des partis. A cet effet, tout en réaffirmant leur attachement à la personnalité propre et aux positions fondamentales de

chacun de leurs partis, ils prendront pour base dans tous les domaines les choix faits par le pays et les convergences vérifiées dans leurs discussions.

La politique de changement qui est d'ores et déjà engagée par les premières mesures gouvernementales continuera. Les engagements seront tenus. Ce changement se fera, comme il a commencé, par la voie démocratique, à partir de la volonté exprimée par le suffrage universel.

Ce changement comportera en particulier les nouvelles mesures de justice sociale et d'élevation des ressources des plus défavorisés qui devront être prises dès les prochains mois. Il se poursuivra par étapes, selon un rythme de transformation qui tiendra compte de la situation de crise, du fait que l'économie de la France est ouverte sur l'extérieur, des nécessaires équilibres économiques et financiers.

Dans le même esprit, les deux partis pensent qu'à l'issue des négociations en cours entre les organisations syndicales et le patronat, devrait être préparée, dans les meilleurs délais, la législation sur la diminution du temps de travail. Puis, le cadre légal étant fixé, devraient s'engager, sous l'impulsion du gouvernement, de nouvelles négociations pour préciser branche par branche et le cas échéant par entreprise, les modalités et les calendriers d'application.

Les deux partis considèrent que l'extension du secteur public sera une garantie de l'efficacité et de la démocratisation de la planification. Ils se déclarent d'accord pour que l'extension et les modalités de l'organisation du secteur public se fasse conformément aux propositions ratifiées le 10 mai.

Dans la situation du pays, les deux partis estiment nécessaire l'élaboration d'un plan de redressement de deux ans qui crée les conditions d'une nouvelle croissance économique et d'une lutte efficace contre le chômage. Ils soutiendront une politique de réduction des inégalités sociales. Ils agiront pour la garantie et l'extension des libertés, pour le développement des droits des travailleurs, pour la démocratisation de la vie nationale.

Les deux partis soutiendront l'action internationale de la France — dans le respect de ses alliances — pour la paix et le désarmement progressif en vue de la dissolution simultanée des blocs militaires, en assurant l'équilibre des forces en Europe et dans le monde et la sécurité de chaque pays.

Dans cet esprit, ils se prononcent pour qu'interviennent rapidement une négociation internationale sur la limitation et la réduction des armements en Europe.

Cette négociation doit porter notamment sur la présence des missiles soviétiques SS-20 et sur la décision d'installer des fusées américaines Pershing-II.

Les deux partis agiront pour le respect des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la solidarité des Etats, de la non-ingérence dans les

affaires intérieures, pour le droit de chaque pays à sa sécurité. Ils donnent à ces principes une valeur universelle.

En vertu de ces principes, ils affirment le droit du peuple afghan à choisir son régime et son gouvernement et se prononcent pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et la cessation de toute ingérence étrangère.

Pretenant acte de la situation créée par les accords de Camp David, ils réaffirment le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël et de tous les Etats de la région en même temps que le droit du peuple palestinien à une patrie.

Les deux partis soutiendront activement la participation de la France à la CEE, à ses institutions, et à ses politiques communes, dans le respect de sa liberté d'action et de ses légitimes intérêts. Ils appuieront des politiques communes sur le plan social, pour la défense de l'agriculture et des secteurs menacés, pour la vitalité de la recherche et des industries de pointe.

Les deux partis ont évoqué l'évolution de la situation en Pologne, et souhaitent que ce pays et son peuple conduisent eux-mêmes à bon terme le processus de renouveau économique, social et démocratique dans lequel ils sont engagés.

Ils expriment, tant sur le plan économique que politique, leur solidarité avec les peuples du tiers monde qui, comme au Salvador et au Nicaragua, luttent pour leur émancipation nationale, leur développement, et leur libération démocratique et sociale.

# REPONSE :

Les révolutionnaires communistes désapprouvent la participation du prolétariat et du peuple en général, aux élections du 10 Mai et du 21 Juin, considérant qu'elle ne peut donner la victoire qu'au capitalisme.

Le changement politique qu'on démocratiquement choisi les français, n'est qu'un changement de forme en vue de perpétuer la dictature du capital sur le travail par l'exploitation de l'homme par l'homme moyennant le travail salarié. Le seul changement possible ne peut être effectué aujourd'hui que par le rejet de la voie démocratique capitaliste et surtout par la pratique quotidienne de la lutte de classe contre toute exploitation.

Les révolutionnaires communistes n'admettent aucune transformation évolutive, dans le cadre du capitalisme, vers le socialisme ; d'autant plus qu'ils combattent l'économie nationale et ses avatars, et qu'ils n'acceptent pas de se serrer la ceinture au nom d'une "crise économique". Nous sommes internationalistes et n'admettons comme frontières que les frontières de classes. Notre lutte est internationale.

Dans ce même esprit nous considérons que les négociations entre les organisations syndicales, le patronat et l'Etat sont des négociations entre forces capitalistes en vue d'une meilleure productivité, impossible sans une meilleure exploitation pour l'extortion de plus-value c'est-à-dire de travail non-payé.

La réduction du temps de travail doit s'effectuer par rapport aux nouvelles possibilités technologiques par la classe ouvrière elle-même dans une perspective anti-capitaliste, par sa dictature sur toute les forces d'exploitation. Les possibilités matérielles sont plus que présentes pour réaliser cela sans le moindre utopisme.

Nous considérons que l'extention du secteur public est dictée par les lois intrinsèques du capital et utilisé en vue de l'efficacité et de la planification capitaliste. Cette extention amène au capitalisme d'Etat. C'est dans cette perspective que se situe en position de force contre la classe ouvrière le P"C" en tant que garant de l'ordre capitaliste, et dans la même optique, contraint par la dynamique même du capital, le P"S".

Les révolutionnaires communistes luttent contre tout concept à caractères nationaliste et ne conçoivent comme droits des travailleurs que ceux que ces derniers imposeront au capitalisme dominant actuellement totalement le monde.

Aucune croissance économique ne prouvera, si elle a lieu, le caractère progressif du capitalisme qui est un système social et historiquement décadent. Si aujourd'hui les conditions pour la victoire de la révolution communiste mondiale sont mûres et archi-mûres, c'est d'une part parceque le prolétariat s'est déjà manifesté en tant que classe révolutionnaire mondiale, et parceque la croissance même des forces productives est entrée en contradiction avec le développement social. Le seul développement possible aujourd'hui passe par la destruction de tous les rapports sociaux existants.

Les révolutionnaires communistes ne respectent aucune alliance capitaliste, que ces alliances se situent à l'Est ou à l'Ouest. Notre ennemi se trouve dans la nation qui nous domine, et autant dans celles qui sont alliées à elle que dans les autres. Encore une fois, nous prolétaires, n'acceptons comme frontières que les frontières de classes.

Le désarmement ne pourra être réalité que par la suppression des intérêts capitalistes, des intérêts nationaux, des blocs impérialistes et des frontières par l'instauration de la communauté humaine mondiale.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est que le droit pour chaque capitalisme national d'exploiter à sa guise son prolétariat, bien qu'en réalité par le jeu des impérialismes dominants il n'en soit aucunement ainsi d'un point de vue strictement national, qui bien évidemment n'existe plus.

En vertu de ces principes les révolutionnaires incitent le prolétariat, aghan comme tout prolétariat à lutter contre ses exploiters qu'ils soient russes

chinois, turcs ou du pays d'origine. Toujours dans cette même perspective les révolutionnaires communistes réaffirment la nécessité, contre l'existence des accords du Camp David, de lutter contre l'Etat d'Israël tout autant que contre la création d'une patrie palestinienne, contre la CEE tout autant que contre l'alliance atlantique ou le pacte de Varsovie.

Nous appelons donc également le prolétariat polonais à lutter dans cette perspective, à faire trembler le capitalisme international comme il a su le faire en essayant de dépasser toutes les limites nationales, religieuses et démocratico-bourgeoises dans lequel il est encore enfermé. Les prolétaires révolutionnaires font ingérence dans les affaires des prolétaires des autres nations parceque ce sont ses affaires et parceque la nation n'est qu'une unité d'exploitation.

Dans cette même optique nous proclamons que toute lutte nationale ( Salvador, Nicaragua etc...) dévie le prolétariat de son but plus que pressant et possible aujourd'hui, celui de la destruction du capitalisme par la dictature du prolétariat pour l'abolition du travail salarié et des frontières nationales.

Nous affirmons que cette lutte se réalisera contre tout accord de gouvernement capitaliste tel que celui qu'en France viennent de signer le P"C" et le P"S".

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

AVIS TRES IMPORTANT. NOTRE NOUVELLE ADRESSE EST LA SUIVANTE :

ALARME : bp 329

75624 PARIS cedex 13

**PUBLICATIONS DU F.O.R. :**

**-en Français:**

Parti-Etat, stalinisme, révolution	G.Munis Ed.Spartacus (112 pages)	13,50F
Les syndicats contre la révolution	B.Péret, G.Munis Ed.Eric Losfeld (94 pages)	10F
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G.Munis (Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 45 pages)	25F
Fausse trajectoire de Révolution Internationale	(7 pages)	2F
Le "manifeste" des exégètes	B.Péret (Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 29 pages)	20F

**-bilingue Français-Espagnol:**

Pour un second manifeste communiste	Ed.Eric Losfeld (72 pages)	12F
-------------------------------------	----------------------------	-----

**-en Espagnol:**

Jalones de derrota, promesa de victoria	G.Munis (Reproduction fac-simile de l'édition de 1948, 517 pages)	39F
Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp.La ruche ouvrière (20 pages)	4F
Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional	(Reproduction photocopiée de l'édition de 1949, 15 pages)	15F

Nous rappelons que la création du F.O.R. s'est effectuée en 1958. Les textes antérieurs à cette date n'expriment pas toujours des positions qui soient encore les nôtres aujourd'hui. Mis à part l'intérêt politique de ces textes, ils portent témoignage de la progression théorique qui a précédé la création du F.O.R..

**Abonnements**

ALARME organe du F.O.R. en France	
1 an.....4n°.....	16 F
ALARMA organe du F.O.R. en Espagne	
1 an.....4n°.....	16 F

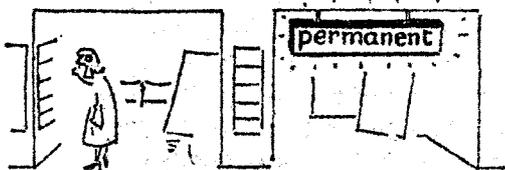
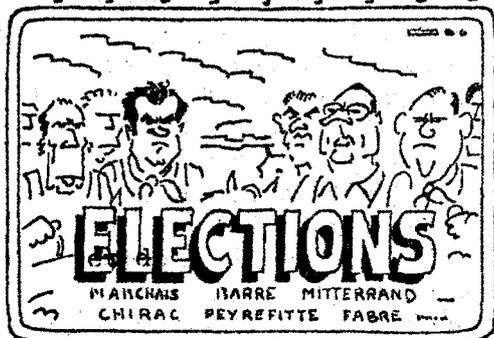
Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:  
 ALARME  
 CCP n°151628 U Paris

**Permanences à Paris:** nos permanences se tiennent sur la terrasse du café "Au canon de la Nation", au coin de la place de la Nation et de la rue du Faubourg Saint Antoine, Métro Nation, de 14 à 16 heures, les seconds et derniers samedis de chaque mois.

Nous signalons l'existence de notre groupe à Clermont-Ferrand. Pour prendre contact, écrire à la Boite Postale à Paris.

# UNION DE CLASSE CONTRE L'ISOLOIR !

Voilà, après le matracage électoraliste les français civiques, responsables et sereins ont choisi un nouveau président de la république et une nouvelle



majorité parlementaire. La France, ce pays à qui l'on prête une des plus grandes traditions démocratiques depuis sa grande révolution bourgeoise, a su réagir contre celui que la majorité des français voyait d'un mauvais œil et à qui péjorativement on octroyait le titre de nouveau monarque, sa majesté Valérie G. D'Estainz. La "victoire" a été saluée dans tous les coins de la France par une explosion de joie et des coups de claxons à ne plus en finir. Le pauvre quidam ignorant de l'événement, qui par miracle avait pu échapper au matracage électoral, en était à se demander qu'elle équipe sportive avait bien pu s'imposer lorsqu'il entendait ce cri perçant : on a gagné ! Le peuple patriote, démocratique et républicain était content. La "droite" était vaincue, la "gauche" avait gagné et... le prolétariat encore une fois était vaincu comme malgré ses espérances, il le sera toujours sur le terrain de son ennemi. En fait,

la Vienne république et sa constitution, grâce aux bulletins de vote allégrement restées intactes prouvant que l'alternance démocratique était possible et que donc elles n'étaient pas si mauvaises que ça. Si elle a gagné, c'est grâce aux individus et aux tendances de la droite (décue) à l'extrême gauche qui dès le premier tour comme par enchantement tenaient à peu près le même langage : il s'agit de battre cet individu orgueilleux, chasseur et qui plus est collectionneur de diamants frauduleusement passés en territoire de France. Maintenant le peuple Français va en prendre pour 7 ans de président "socialiste" et pour 5 ans d'assemblée de "gauche".

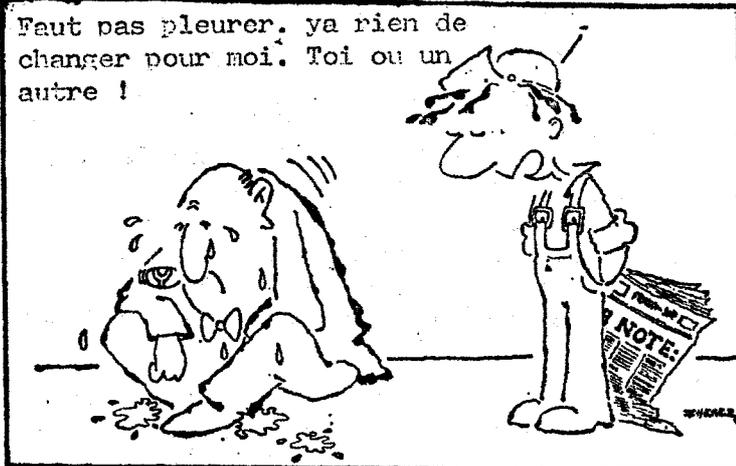
La "gauche" au pouvoir, est-ce un changement fondamental ?

Surement pas, il suffit de s'en référer aux déclarations qu'elle a faite dernièrement. IL s'agit pour elle de garantir l'intégrité nationale, d'exalter ce sentiment bien bourgeois qu'est la solidarité nationale par l'orgueil patriotique, de remonter l'économie nationale, de s'inscrire dans la volonté d'un désarmement progressif des blocs et socialement de se préoccuper des plus défavorisés en résolvant le problème du monde du travail. En clair cette gauche se propose exactement la même chose que s'était déjà proposée la "droite" depuis plus de 23 ans avec l'avantage toutefois de mystifier, par son influence la quasi totalité du prolétariat, seule force capable d'en finir une bonne fois pour toute avec le seul problème réel : l'exploitation et l'esclavage d'une grande partie de la population.

Mi le parti "socialiste", ni le parti "communiste" ni l'extrême gauche ne s'inscrivent dans cette unique perspective. Ils sont les garants et responsables d'une économie capitaliste qui ne peut aller de l'avant qu'au détriment du prolétariat et grâce à son exploitation. De plus ces partis soi-disant ouvriers et progressifs ont montré à maintes reprises leur nature profondément réactionnaire. L'un, le "P" nuise ses origines dans la déchéance de la IIème internationale dans sa participation à la première boucherie impérialiste de 1914 entraînant des millions de prolétaires à l'abattoir contre leurs frères de classe du camp ennemi. L'autre, le "P" à une histoire anti-ouvrière qui n'a rien à envier à celle du "P" d'autant plus que sa force provient historiquement de la plus cinquième défaite du prolétariat et de l'extermination physique de tout ce qui représentait un tant soit peu le soufflé d'Octobre 17 en Russie. Contrairement au "P" nu, le "P" à ne s'est pas affirmé en tant que force capitaliste par la collaboration de classes mais par une politique propre et indépendante de la bourgeoisie et sans traditionnel du terme. En effet son objectif est le capitalisme d'Etat c'est-à-dire l'appropriation étatique du capital et des moyens qui en découlent.

C'est en cela qu'il s'affronte ouvertement, malgré ses changements de tactique, aux défenseurs de l'idée d'une bourgeoisie classique détentrice individuelle des moyens de production, et qu'il s'affronte constamment à la classe ouvrière qu'il prétend défendre. Puisqu'en France nous sommes constitutionnellement (respect de la démocratie oblige !) toujours en Vene république, il est bon de rappeler les bons et loyaux services du P"O" au Capital national, services pleinement reconnus par la bourgeoisie lorsque leurs querelles internes laissent place à leur front unique contre le danger réel : la classe ouvrière. Au lendemain de la libération, le P"O" participant au gouvernement de De Gaulle, ne disait-il pas : travaillez, travaillez, la grève est l'arme des trusts"? , n'avait-il pas dit déjà lors des grèves de 1936 : " Il faut savoir une grève " ? La Bourgeoisie française par la voix de son représentant De Gaulle face au danger de Mai 68 n'avait-elle pas déclaré : " Ne vous inquiétez pas le P"O" saura y mettre bon ordre." ? Ceci n'est pas si extraordinaire lorsqu'on sait que le principal agent réactionnaire dans la défaite du prolétariat depuis l'échec de la révolution d'Octobre jusqu'à nos jours c'est le P"O". La peur que ce dernier inspire à certaines fractions capitalistes n'est nullement une peur classiste, mais la peur, d'une part de régime à la russe où la propriété individuelle aurait disparu, et d'autre part principalement la peur de la Russie en tant que chef de file d'un bloc impérialiste ennemi. Ils voient non totalement à tort, les tentacules russes chez le P"O" qu'ils sont contraints d'admettre pour la plupart des cas chez eux. La peur de ministres communistes n'est en fait que la crainte d'une possible destabilisation relative du bloc US par l'intervention du P"O". Mais ils savent d'autre part que le P"O" est une garantie pour l'ordre intérieur contre le prolétariat.

"Il faut savoir arrêter une grève" sera remplacée, pour l'instant, par il faut éviter qu'il y en ait". " Le progrès social " ne sera possible que si la classe ouvrière sait retrousser ses manches et laisser la " gauche " mener sa politique de " progrès dans le calme et la lucidité ". En clair cela veut dire, le capitalisme ne peut sortir économiquement de ses difficultés provenant de sa restructuration, et ne pourra survivre en tant que système d'exploitation que si la classe ouvrière sait rester passive. C'est à cela entre autre et principalement qu'ils vont s'atteler. Pour ce qui est de l'extrême gauche, fidèle à elle même, malgré son appui critique, elle reste à la traine des autres forces de " gauche " et donc les cautionne contre la classe ouvrière.



Toute grève sauvage, toute grève non concertée par le patronat, l'Etat et les syndicats, sera considérée comme étant l'oeuvre de provocateurs voulant destabiliser " le pouvoirs des forces du progrès ". En clair pour être progressiste il faudra se soumettre. Hors c'est principalement ce que nous refusons et ce que refusera le prolétariat en en action, c'est-à-dire ce que refusera la lutte de classe que ne pourra jamais totalement éliminer le capitalisme.

Aujourd'hui, plus que jamais, il n'y a de progressif que la destruction d'un système mondial qui a créé par l'exploitation de l'homme plus que les possibilités matérielles suffisantes pour en finir avec l'exploitation. La crise du système capitaliste est une crise de civilisation dans la mesure où sa survie entrave toute utilisation maximale et humaine des capacités productrices pouvant libérer l'homme de la mesquinerie mercantile et qui entrave donc tout progrès social réel. Le monde du profit est régit par la loi du profit alors que toutes les données sont présentes pour vivre et produire uniquement en fonction des besoins humains. C'est en cela que réside la contradiction entre les moyens de productions et les rapports de production. C'est pour cela que le capitalisme est un système socialement et historiquement décadent et néfaste, c'est en cela que tous ceux qui le perpétuent sont réactionnaires et rétrogrades. La preuve en

est, que toutes revendications et tout mouvement se situant hors du chemin tracé par syndicats, patrons Etats (encore plus s'ils tiennent compte des possibilités sociales) seront taxés par tous ces conservateurs réactionnaires d'irréalisables et de destabilisateurs de l'ordre et de l'économie nationale.

Or ce n'est pas nouveau, il s'accroît, il s'accroît et il s'accroît pour les révolutionnaires de détruire l'ordre et l'économie nationale dans une perspective internationaliste. Aujourd'hui, tout ce qui se situe hors de ce terrain favorise le capitalisme au détriment de la suppression des classes sociales. L'histoire ne finira qu'avec l'avènement d'une société humaine et non pas avec tous les textes-lois d'une bande de lettrés exploités soumettant leur bon vouloir au peuple qu'ils maintiennent dans l'ignorance et la soumission. Fondamentalement la "gauche" au pouvoir ne change rien pour ce qui concerne les perspectives classistes communistes et la célèbre devise démocratique "liberté, égalité, fraternité" correspondra encore à "infanterie, cavalerie, artillerie" lorsque le prolétariat se mettra en branle.

En effet, toutes leurs saintes déclarations sur le respect de l'opinion d'autrui n'est que pur formalisme correspondant au petit jeu mesquin de la lutte pour le pouvoir de la société mercantile. En effet et ne l'oublions jamais, les fractions capitalistes ne s'unissent entièrement, entièrement, que contre leur ennemi commun : le mouvement ouvrier. Et contre celui-ci ils disposent de moyens fort fraternels : la police et l'armée qu'ils lâcheront lorsque le besoin se fera pressant. En attendant, si ce danger n'est pas immédiat, ils se livrent avec acharnement civique et courtois à leurs luttes intestines d'intérêts. C'est notre civisme et notre passivité qui donnent le pouvoir périodiquement à l'une ou l'autre fraction par l'acceptation de leur jeu falsifié.

Mais malgré cela, la lutte de classe ne peut que se manifester de manière plus ou moins vive, et cette lutte de classe ils la craignent tous autant qu'ils sont, parce qu'ils savent que le prolétariat est la contradiction historiquement la plus dangereuse de leur système. Pour l'instant grâce à l'influence des partis soi-disant ouvriers de la "gauche" à son extrême, et principalement à la force syndicale ils réussissent à dévier, à canaliser, à briser la lutte de classe. Le gouvernement actuel dispose pour sa tranquillité de l'aide entière des appareils syndicaux qui sauront veiller au "changement" dans l'ordre et la dignité, afin que le prolétariat ne demande pas la lune en "ces moments si difficiles". Difficiles oui, mais pour qui ? L'augmentation du smic, les congés payés, la réduction du temps de travail etc... doivent être supportable pour l'économie ? Mais bon sang, de quelle économie parlent-ils ? Rien évidemment de l'économie basée sur notre exploitation et nous devrions accepter leur chiffres et leurs statistiques ? Il n'en est pas question ! Seule notre volonté de classe, notre solidarité par dessus les divisions catégorielles et nationales, notre force, notre lutte consciente peuvent être payantes. Cette force, c'est notre unité contre l'unité réactionnaire des forces prétendument ouvrières, contre l'exploitation mondiale que nous subissons.



(Dessin de KONK.)

Celles revendications  
puis-je formuler sans  
compromettre l'économie  
nationale ?

## ALLER ET... RETOUR

C'est pour fêter l'annonce officielle de l'abandon du projet nucléaire à Plogoff que plusieurs milliers de moutons anti-nucléaires ont accompagné une soixantaine de leurs congénaires en provenance du Larzac sur le site même destiné à la centrale. Repartis comme ils sont venus, c'est-à-dire grâce au son des sonnailles gouvernementales, gauchistes, écologistes et régionalistes, les divers troupeaux arborant le label anti-nucléaire ont ensuite réintégré respectivement leurs bergeries afin d'être, comme à l'accoutumé, tondus.

---

---

« LA LIBERTE EST INDIVISIBLE.... »

On innove, on crée. Ah! la merveilleuse créativité de l'idée autogestionnaire qui suit son chemin et vole au secours du malheureux. Son dernier chef-d'oeuvre? Le ministère du temps libre! Pour inaugurer cette nouvelle boîte à surprises, plusieurs manifestations "gratuites" ont été organisées: bals, concerts etc... bref, diverses initiatives pour mettre en valeur un temps libre qui serait à la fois complémentaire et opposé au temps de travail alors que "La liberté est indivisible, on ne peut en retrancher une partie sans la tuer tout entière". (Bakounine)

Evidemment, le gouvernement, à travers ce ministère, ne cherche pas uniquement, à accréditer l'idée de la liberté dans le cadre du capitalisme. Il a bien d'autres moyens pour cela et en particulier la démocratie. Ce que reconnaît là le capitalisme et ce qu'il veut développer, c'est le contrôle social du temps pendant lequel le prolétaire cesse de produire.

Mais revenons à notre première idée et tentons de la préciser. Parler d'un temps libre par opposition au temps de travail, c'est dire qu'il existe un temps pendant lequel l'ouvrier échappe à sa condition d'esclave salarié. Admettons que la vie du prolétaire soit divisée en deux grandes parties. Une première pendant laquelle il vend sa force de travail aux capitalistes et une deuxième pendant laquelle il est exclu du cycle de production. Formellement, il possède donc cette deuxième partie puisqu'aucun contrat, aucun règlement intérieur ne le soumet au Capital. Mais l'ouvrier peut-il agrandir à volonté ce temps là? Non, il ne le peut pas. Premièrement parce que le contrat qui le lie au capital limite juridiquement ce soit-disant temps libre. Deuxièmement, lorsque les capitalistes achètent la force de travail de l'ouvrier ils paient en même temps l'entretien de celui-ci afin qu'il reconstitue ses forces. Ils limitent donc ses besoins et par conséquent le contenu et la durée du temps non consacré à la production. La soumission politique du prolétariat au capitalisme et toutes les frustrations sociales sont les conséquences de cette soumission économique.

Les prolétaires et en particulier les chômeurs, apprécieront, à sa juste valeur, ce prétendu temps libre pendant lequel toute la misère sociale apparaît au grand jour. Il ne sera jamais question pour les communistes de revendiquer un réel temps "libre" par rapport au temps de travail car ce qu'ils désirent, c'est une société débarassée du travail salarié et de ses conséquences. Ce que nous revendiquons, c'est une société où le travail permettra uniquement la satisfaction des besoins réels de l'humanité, c'est-à-dire une société où le travail deviendra le premier besoin humain et où la liberté ne supportera aucun coup de ciseaux.

# REVOLUTION ET

## MOUVEMENT SOCIAL

Lorsqu'on se réclame du socialisme scientifique, cela implique qu'on doit à partir de la situation objective présente, déduire les tâches révolutionnaires concrètes du prolétariat.

Or examinons cette situation objective, nous remarquons que le capitalisme n'a plus aucune raison d'être, qu'il est totalement réactionnaire; en effet pour les révolutionnaires, le seul critère de progrès d'une société d'exploitation de l'homme par l'homme, ne peut être que la construction des conditions objectives permettant son dépassement révolutionnaire, et la construction rapide d'une société progressive. C'est à dire qu'une telle société est progressive que lorsqu'elle construit ces conditions objectives, mais existant encore, une fois ces conditions créées, elle devient réactionnaire. Dans le cas qui nous intéresse: le capitalisme, les conditions objectives sont donc, un monde unit par les rapports capitalistes, dans lequel le prolétariat est une force internationale potentiellement puissante et capable de détruire le capitalisme; et des forces productives suffisamment développées. Le monde est unit depuis le début du siècle, et le prolétariat a prouvé sa capacité à abattre le capitalisme et à construire le communisme, par la vague révolutionnaire de 1917-1937. Les conditions objectives sont présentes depuis le début du siècle, et donc depuis lors ce système est en décadence. Sur cette base le prolétariat a des tâches précises à réaliser, l'économie capitaliste étant totalement réactionnaire, le capitalisme en tant que système social étant totalement caduc, la révolution, maintenant seule à l'ordre du jour, devra directement s'attaquer aux bases économiques de ce système. Or ne pas donner les tâches concrètes du prolétariat à notre époque, parler de révolution et de généralisation des luttes, ne suffit pas.

Le communisme ne tombe pas du ciel, le mouvement qui y mènera, devra passer sur le corps de tous les problèmes que rencontre le prolétariat face au capitalisme. Il devra donc saisir toutes les données, toutes les possibilités de la situation objective, et les exploiter à fond. Il en découle des tâches de notre époque. Alors ou est le matérialisme si l'on s'arrête à: généralisation des luttes, élections de délégués (hors du syndicat bien sur) révocables à tout instant... Si au lieu de se battre pour donner un contenu de classe aux luttes, avec des tâches précises à réaliser, on se concentre sur les formes de luttes.

Les socialistes utopiques n'étaient pas utopiques parcequ'ils imaginaient une société qui ne correspondait pas au communisme; ils étaient utopiques car leurs idées n'étaient pas basées sur la réalité objective. Ne cherchant pas à savoir quelle est la force capable de renverser le capitalisme et de construire une société humaine, ils pouvaient encore moins élaborer des tâches basées sur la réalité concrète, que cette force aurait dû faire sienne. Autrement dit, aujourd'hui, il ne suffit pas pour être matérialiste de lutter pour une société qui soit celle pour laquelle ont lutté les premiers socialistes scientifiques, il faut lutter pour des réalisations concrètes du prolétariat en lutte, et qui de plus ne soient pas en deçà, mais correspondent aux possibilités et nécessités que le capitalisme a fait murir.

Non, il ne s'agit pas d'affirmer que c'est le prolétariat qui trouvera lui même ses revendications, et que de proposer et de se battre pour des revendications précises serait, de la part des révolutionnaires, vouloir enfermer le mouvement dans un schéma (N'y avait t'il alors pas schéma dans: "conseils ouvriers" ou "délégués révocables à tout instant" et dans ce cas pour éviter les schémas: attendre et se taire, mais alors à quoi ça sert d'être révolutionnaire)

En effet, si nous sommes d'accord sur le fait que les révolutionnaires font partie du prolétariat, il faut alors considérer toutes les implications de cette affirmation. En tant que frange la plus consciente du prolétariat, les révolutionnaires sont conscients non seulement de l'objectif à atteindre, mais aussi des moyens qui y mènent, c'est à dire du mouvement qui prendra sa pleine amplitude, n'aura la puissance nécessaire qu'avec les revendications correspondant aux possibilités historiques. D'où l'importance des révolutionnaires dans les luttes pour impulser un combat pour les tâches de notre époque. Ceux qui parlent de mouvement sans parler des réalisations concrètes que le mouvement révolutionnaire effectuera, au risque de se détruire en tant que mouvement révolutionnaire, limitent leur intervention à un slogan: "Abolition du salariat", vidé en grande partie de son contenu.

Ouvrons ici une parenthèse:

★ Sur les tâches de notre époque apportons de plus quelques précisions. Si la conscience révolutionnaire n'apparaît pas brusquement comme conscience révolutionnaire nette dans la majorité de la classe, nous rejetons aussi tout gradualisme dans la formation de cette conscience car, l'accumulation et la centralisation élargie du capital redoublent, proportionnellement à elles-mêmes, la dépendance matérielle et culturelle du prolétariat. Et de ce fait fait, la conscience révolutionnaire se développera, progressera par bond, à de larges franges de la classe, que lorsque le prolétariat en mouvement s'attaquera à cette accumulation, pour en finir avec elle. Et c'est donc dans cette optique, qu'il faut comprendre les tâches de notre époque; et non pas comme un gradualisme qui permettrait une formation "scientifique" de la conscience? En effet si nous rejetons le gradualisme dans la formation de cette dernière, nous rejetons aussi la formation "scientifique" de la conscience. Car si non le facteur subjectif, sans lequel jamais le prolétariat ne pourrait s'affirmer en fait, serait réduit au néant au profit du seul facteur objectif, nécessaire mais non suffisant. En effet, nous nous réclamons du socialisme scientifique, et donc nous savons que le moteur de l'histoire est la lutte de classe; en conséquence, nous ne pouvons que rejeter une formation "scientifique" de la conscience car la dernière classe de l'histoire, en développant radicalement cette lutte, deviendra sujet de l'histoire; et donc sa conscience loin d'être le résultat d'une réaction chimique inéluctable, se développera sur les ailes de la subjectivité révolutionnaire.★

Refermons ici cette parenthèse.

Pire si loin de spécifier les tâches révolutionnaires concrètes de la classe, sont repoussées catégoriquement les tâches liées au fait que les conditions objectives sont mures. Et donc que le capitalisme en tant que système social, économique, et pas seulement politique, n'a plus aucune raison d'être. Et cela sous le prétexte que le communisme n'est pas possible dans un seul pays? Bien sur, que cette phrase est vraie, elle veut dire que le communisme ne sera réalisé que lorsque les classes auront été détruites, que lorsque l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparue et donc que lorsque les unités d'exploitation que sont les nations auront été détruites. Et cela parce que aujourd'hui communisme et capitalisme sont des systèmes totalement antagoniques, qui ne peuvent donc pleinement se réaliser, qu'en ayant radicalement détruit le système opposé.

Ceci étant dit, ce sera un mouvement, et pas un décret, qui fera passer la société de l'état capitaliste, à l'état d'équilibre stable: le communisme. Ce mouvement passera par des

états totalement instables; "Dans aucune révolution on ne peut observer"la juste milieu", car sa loi naturelle exige une décision rapide, de deux choses l'une: ou bien la locomotive escalade la côte historique à toute vapeur, ou bien, entraînée par son propre poids, elle redescend la pente jusqu'au point d'ou elle était partie entraînant avec elle dans l'abîme tous ceux qui tenteraient, à l'aide de leurs faibles forces, de la retenir à mi chemin." (Rosa Luxemburg, dans "la révolution russe").

Cette côte historique sera escaladée à toute vapeur, que si le prolétariat lutte pour des revendications qui correspondent exactement aux possibilités et nécessités historiques. Les états instables seront caractérisés par l'irruption violente, du prolétariat, dans tous les domaines: social et politique, qui tentera de réorganiser la société suivant ses intérêts. Par exemple, pour la révolution Russe, pour reprendre les termes de la citation, la locomotive s'écrasa en 1921 avec l'introduction de la N.E.P. qui libéra les relations marchandes et remis au premier plan la plus-value. Les états instables qui précéderent cette chute, furent par exemple: communisme de guerre, qui bien que cette révolution prolétarienne ne fut que politique, et non pas sociale, contenait à l'état de germe l'attaque de la plus-value, dans la mesure où cette dernière avait perdu son rôle prépondérant, en faveur des rémunérations ouvrières.

Et pour conclure sur ce dernier sujet:

Sous prétexte de ne pas faire le communisme dans un seul pays, il ne s'agit pas de conserver le capitalisme dans tous les pays. Constuire le communisme dans une seule nation est une impossibilité, car la nation n'existe qu'en tant qu'unité d'exploitation. Détruire le capitalisme, c'est à dire, sans attendre la révolution politique internationale, s'attaquer partout à son système nerveux: la plus-value, s'attaquer au sur travail social avec l'objectif de se le réapproprier (Voir dans "Pour un second manifeste communiste", les tâches de notre époque: "Toute augmentation de la production (sa valeur actuellement) qu'elle provienne d'un plus grand rendement de l'ouvrier ou d'un perfectionnement technique, doit revenir collectivement aux ouvriers qui en sont les auteurs, en attendant que la classe toute entière décide de sa répartition. ...), et donc de le faire disparaître en tant que sur travail social, est une nécessité historique.

En conséquence, le lieu où éclatera la révolution sociale ne sera pas un pays communiste parmi d'autres pays, capitalistes eux.

Ce sera l'endroit où auront été déracinées les bases du capitalisme, et où auront surgit les bases de la production et de la distribution communiste, entourés par les nations capitalistes, unies contre la révolution. Ce sera le lieu qui, ou bien s'étendra aux principaux pôles industriels, et de là au monde entier, ou restant isolé par manque de solidarité internationale sera détruit d'une manière ou d'une autre. Prétendre qu'aucune mesure économique socialiste, ne peut être appliquée dans un cadre réduit, c'est ne pas avoir compris que le pouvoir ouvrier n'est pas qu'une simple forme, mais qu'il est essentiellement un contenu. C'est ne pas avoir compris que le prolétariat ne se mobilise pas en premier lieu pour prendre le pouvoir, mais pour lutter contre sa situation d'exploité; et que ce pouvoir, il en a besoin pour finir avec elle; c'est un moyen, et non un but. Si l'on affirme que le prolétariat, par la révolution, s'affirme en tant que sujet de l'histoire, c'est à dire d'une manière consciente, on affirme par là même que ce dernier va combattre tous les rapports de la société qui l'exploite. Sans quoi il restera objet soumis à l'exploitation qui ne peut être existentielle à lui, il ne serait qu'un sujet décapité et donc facilement malléable. Car n'oublions pas que ce sont les rapports de production, qui déterminent les relations sociales, et non l'inverse.

# DE LA CRISE MONETAIRE

## A LA CRISE DE SURPRODUCTION?

Dans le passé les crises monétaires précédaient souvent une crise générale de l'activité économique: accumulation énorme de marchandises sans vente-même offertes à bas prix-, faillites en chaîne de banques et grandes compagnies et de trusts, catastrophes en bourse, licenciement de travailleurs en masse, chômage pour des dizaines de millions d'individus dans les pays industriels, vagabondage, avec toutes les misères et souffrances qu'entraîne tout cela pour ceux qui n'ont comme moyen de subsistance que la vente quotidienne de leur force de travail. C'est en cela que consiste pour le système capitaliste une crise cyclique ou de surproduction. Pour les nécessités de la population dans chaque pays et mondialement, il s'agit, au contraire d'une crise de sous-consommation.

Ce n'est pas qu'il y a trop de produits de consommation immédiate, trop de machines pour une augmentation ultérieure de la production, c'est que rien n'est consommable sans être acheté, réduisant la consommation à ce qui est gagné-pour une minorité exceptée, à peu de choses près, - et donc les investissements de capital.

Le système capitaliste se rapproche-t-il d'une crise de ce genre? La réponse ne peut en aucune façon concluante. Depuis la plus grave et dernière des crises cycliques, celle de 1929, il n'y a eu aucune répétition de cette nature. Ce qui s'appelle récession est une diminution de l'accumulation élargie du capital, alors que la crise de surproduction se caractérise par la disparition temporaire de l'accumulation, au moins dans les branches importantes et aussi par la diminution du capital. Précisément à partir du New-Deal de Roosevelt le capitalisme, bien plus concentré et conscient de son fonctionnement, a appris à se diriger et à éviter les écueils. Ni ses investissements dans les multiples branches de l'économie, ni sa production annuelle, ni la capacité du marché, ni ses projets de future croissance n'ont lieu aujourd'hui de façon entièrement chaotique comme par le passé. De plus il dispose de mécanismes pour adoucir les conséquences de déséquilibres imprévus. En somme il a cessé d'être désarmé face aux lois économiques qu'il ignorait totalement. Nonobstant, les impondérables n'ont pas disparu surtout à l'échelle internationale, et certains sont absolument irréductibles au plus avisé des dirigismes. En conséquence, une crise de surproduction peut se produire mais avec moins de chance qu'auparavant.

Les mesures prises au temps de Nixon, qu'elles conjurent ou pas la transformation de la crise monétaire en crise de surproduction, auront pour effet infaillible d'accentuer le dirigisme économique, l'étatisme, même aux USA- et celui des Etats-Unis sur le reste du monde. Les USA ne prennent pas moins de mesures pour l'intérieur de leurs frontières que vers l'extérieur; supprimant la convertibilité du Dollar en Or, exigeant une revalorisation des autres monnaies occidentales, imposant de nouvelles contingences douanières aux marchandises importées, non seulement ils essaient d'étendre leur propre commerce extérieur qui accapare plus de la moitié du commerce mondial, mais aussi ils assurent en faveur du dollar un avantage qui leur permet de couvrir une partie de leurs gigantesques dépenses militaires, et d'attirer pour le moins une partie de l'or qui est partie vers les banques européennes. Aucun gouvernement ne cessera de se soumettre parce que l'abri de l'économie yankee leur est indispensable pour envisager une future amélioration de leurs affaires; au sein de l'Organisation de Coopération et de développement Economique, centre dirigé principalement européen, on a parlé de "faire de nécessité, vertu."

Dans le pays même du dollar, accordant d'importants crédits aux nouveaux investissements, donnant la garantie de l'Etat à certaines grandes compagnies, gelant les prix et les salaires, l'emprise de l'Etat sur le Capital s'accroît en même temps que celui-ci - comme un tout - sur la classe travailleuse, qui paiera en définitive les pots cassés là-bas et internationalement. Il est à noter que la centrale syndicale AFL-CIO, en tant que partie prenante à l'engrenage de l'exploitation, a accepté à l'avance le gel des salaires et s'est compromise à ne pas susciter de grèves pendant le temps demandé, 90 jours, s'il s'était agi de 900 jours elle aurait fait de même.

Tous les groupes qui se disent révolutionnaires, de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Conseillistes, posent comme inévitable une crise de surproduction et prétendent que nous sommes déjà en plein dedans. Ce qui les amène à l'assurer ce n'est pas une étude sérieuse et complète de la situation actuelle du capitalisme, alors que plus personne n'est à même de la faire bien que chacun emplit sur ce thème un nombre de pages important; non c'est un crédo sur l'incapacité du système à introduire dans sa rotation un ordre ou un désordre minime par rapport à ses propres valeurs. L'inconsistance d'une telle affirmation mériterait qu'elle soit ignorée si elle ne se doublait d'un second crédo nettement plus pernicieux. Les mêmes groupes en effet voient tous dans la crise de surproduction l'environnement indispensable pour éveiller la conscience du prolétariat et faire la révolution; en réalité, ce second article de foi est cause et non conséquence du premier, l'ensemble ayant toutes les caractéristiques d'un dogme.

On présente presque toujours comme preuve objective de ces affirmations la citation suivante de Marx: " A un certain stade de leur développement les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient unies jusqu'alors. De garants du développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale ". Cette citation ne se réfère en aucun cas à la crise de surproduction et la faire parler dans ce sens c'est faire un travail de confusion. Pas même une citation plus finement choisie démontrerait que le monde entre, aujourd'hui, dans une crise de surproduction. MARX fait ici allusion à tout un mode de civilisation qui entre dans une crise inévitable et insoluble pour lui. Les crises de surproduction sont complètement différentes de ce phénomène; elles ne sont que des dérèglements passagers du système, dérèglements dont il s'est tiré plusieurs fois sans perdre sa viabilité sociale. Au contraire, la crise du système générée par la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, une fois initiée, va en s'aiguissant sans répit et son unique solution consiste en un renversement révolutionnaire de l'ordre existant qui harmonise forces productives et rapports de production.

Les croyants en l'inéluctabilité de la crise de surproduction ne distinguent pas entre les deux types de crises. Tout au plus, ils présentent les manifestations de la crise de civilisation comme étant celles de la crise cyclique mais aggravées et cela les conduit à considérer qu'il est indispensable pour la révolution que des dizaines et des centaines de millions de travailleurs soient réduits au chômage et à l'extrême misère. D'autre part ils pensent que si le capitalisme savait éviter la crise de surproduction et augmenter son potentiel, ce serait un signe de bonne santé qui ôterait toute actualité à la révolution. L'erreur est complète et est des pires que l'on puisse commettre. Elle indique que ceux qui tombent dedans ne voient pas clairement en quoi consistent les manifestations de la crise de la civilisation capitaliste, par conséquence ne savent pas quoi lui opposer ni comment lutter contre les unes et l'autre. Sans le dérèglement occasionné par la crise cyclique, il leur semble impossible que le prolétariat acquière une conscience révolutionnaire, et eux-mêmes se voient condamnés à vivre indéfiniment dans un cercle d'initiés.

C'est pour cela que le Credo leur est indispensable.

D'après nous, le capitalisme a la possibilité d'éviter la crise de surproduction, la répétition- qui serait là à une plus grande échelle - de celle de 1929. Mais seule l'expérience peut montrer s'il a ou pas toutes les cartes nécessaires pour le faire. Affirmer une ou l'autre à l'heure actuelle est caractéristique de têtes de linottes car lorsque les données qui permettraient de trancher entre les hypothèses seront accessibles, le danger de crise ou la crise elle-même seront passés.

Nous affirmons, au contraire, que nous ne désirons pas ce type de crise, parce que nous ne la considérons pas indispensable, ni même favorable à la révolution. Son premier effet serait de masquer le principal, la crise du capitalisme en tant que système de production, en tant que civilisation. Le problème et la revendication la plus urgente seraient alors l'obtention de travail dans n'importe quelles conditions, repoussant aux calendes grecques les autres revendications économiques et politiques directement érigées contre le système, les mêmes qui aujourd'hui peuvent et doivent être défendues comme immédiates.

En troisième lieu, et en nous rapportant au plus important, la gigantesque extension de la misère qu'amènerait une crise de surproduction permettrait aux grands appareils politiques et syndicaux de s'imposer facilement à la masse affamée et de la conduire au capitalisme d'Etat. A la reprise de l'activité industrielle nous nous trouverions en présence d'un prolétariat beaucoup plus soumis qu'aujourd'hui au Capital, plus éloigné de la conscience révolutionnaire.

En dernier lieu, nous proclamons que la conscience révolutionnaire ne peut être engendrée que par une activité du prolétariat qui oppose des solutions socialistes à chacun des aspects du capitalisme dans son fonctionnement normal, le traitant comme un système d'association humaine caduc, réactionnaire et pernicieux, ce qui est beaucoup plus facile en l'absence de crise de surproduction qu'avec. La banqueroute du système de civilisation basé sur le Capital et le Salariat, offre suffisamment de motifs et de problèmes cincrets pour susciter la rébellion contre lui. Bien empoités sont les révolutionnaires qui ne le voient pas.

XX

Mais le seul chemin réel par lequel un système de production et son organisation correspondante s'achèment vers sa dissolution, sa métamorphose, c'est le développement historique de ses antagonismes immanents. C'est le secret du mouvement historique que les doctrinaires, optimistes ou socialistes ne veulent pas comprendre.

MARX

§ Ecrivez-nous! §  
 § Prenez contact avec nous! §  
 § Militez pour la Révolution §  
 § Socialiste! §

**ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:**  
 Espagne (ALARMA): écrire à l'adresse suivante sans autre mention:  
 Apdo 5355, Barcelona  
 Grèce (SYNAYERMOS): écrire pour l'instant à l'adresse de Paris  
**GROUPE SYMPATHISANT:**  
 U.S.A. (The ALARM): écrire à:  
 FOCUS, Box 26481 Custom House,  
 San Francisco (Van P. 11).

Imprimerie: Ed. F.L.  
 33 rue des Vignoles, 75020  
 Dépôt légal: 3<sup>e</sup> trimestre 1980  
 Directeur de la publication:  
 P. Maréchal  
 Commission paritaire: n°61890  
 Pour toute correspondance:  
 ALARME  
 Boite Postale 397  
 75624 Paris cedex 13

# TOUR D' HORIZON INTERNATIONAL

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale impérialiste, la guerre n'a pas cessé de ravager quelque endroit sur la planète. Ce sont régulièrement deux ou plusieurs fractions qui s'affrontent dans un pays ( Tchad, Angola ) ou plusieurs nations en guerre (Moyen-Orient, Indochine, Corée d' Afrique...). Dans un cas comme dans l'autre- guerre civile ou guerre nationale- chaque belligérant est tôt ou tard soutenu par une puissance impérialiste. Ce soutien dépend des garanties de soumission et de privilèges au "souteneur" en cas de victoire. La fidélité des alliances et des soutiens étant sujette à l'achat et à la vente, ces alliances et ces soutiens changent facilement. Ce phénomène est accéléré par la qualité militaire et politique de la fraction soutenue qui peut-être livrée au massacre si elle ne veut ou ne peut remplir les engagements contractés auprès de l'impérialisme qui la gouverne. (Cf. Alarme n°8 p.14-17).

Peu importe que les fractions soient créées de toutes pièces par un impérialisme ou préexistent à son intervention. De toutes façons elles n'existent réellement que lorsqu'elles sont soutenues extérieurement, matériellement.. Leur impact devient alors suffisant pour mener à l'abattoir des hommes auxquels on ne peut déclarer froidement qu'ils vont crever pour que ceux parmi eux qui vont survivre soient mieux exploités. Pour cela les idéologues de tout poil, croquemorts de la révolte, accouplent hideusement le mot révolution avec tribu, nation, peuple, démocratie. Souvent pour épicer l'élan et la soupe populaire ils jouent avec la magie des mots: la Patrie, le Héros, les Martyrs, Dieu, la CAUSE etc... Ces causes sont nombreuses mais il n'y a qu'un seul type de lendemain de victoire: élimination des rivaux, des partisans qui ont cru aux mots magiques, enterrement des cadavres, et pour les vivants: "Retrouvez vos manches".

Ainsi par fractions interposées les deux grands blocs impérialistes s'affrontent ( avec éventuellement des dissensions en leur sein ) sur de nombreux champs de bataille, pour l'acquisition de portions de planète à usage impérialiste: pillage pur et simple, investissements nouveaux, débouchés commerciaux et militaires.

Les dirigeants successifs de ces nations oscillantes entre les deux pôles impérialistes baptisent "indépendance" leurs misérables tentatives pour ménager les deux "grands" ( ainsi l'Algérie, pays "socialiste" qui déjà sous Boumediène avait 50% de son capital aux mains des U.S.A). Aussi le passage d'une orbite à l'autre n'est-il pas un mécanisme parfaitement régulé pour ces pays: Cuba est passé au bloc russe en 10 semaines, la Chine au bloc américain en 10 ans; l'Iran n'est plus à l'heure actuelle dans aucun bloc mais est soutenue à la fois par les U.S.A et par la Russie, chacun cherchant à prendre le contrôle du pays au dépend de l'autre.

Le désir de tous les dirigeants capitalistes d'avoir " leur " nation indépendante est porté, dans le bloc US, par la concurrence capitaliste pour les débouchés commerciaux, source de multiples dissensions et tensions. Dans le bloc russe, du fait que la domination de Moscou est surtout un écrasement militaire, ces dissensions apparaissent plus entre branches administratives-industrielles qu'entre nations.

Le flou à l'échelle locale est encore accentué par l'utilisation d'états ( Israël, République Sud-africaine ) comme repoussoirs par les dirigeants du "Tiers-Monde", quelque soit le bloc qui les domine le plus à un moment donné- qui jettent sur eux l'anathème, distraquant les prolétaires de la lutte contre leurs exploités par la mobilisation contre les " complots " des " sionistes " ou des "racistes blancs".

Mais ce flou ne masque que la même chose partout: l'immonde bête, le Capi-

-tal. Aussi pour autant que nous intéressent les combats qui se mènent au sein du Capitalisme, ils ne nous intéressent que relativement à celui, fondamental, du prolétariat contre le Capital.

Fondamental car la destruction de ce système ne peut se faire qu'aux niveaux de la source de richesses qui l'alimente ou de la chair à canon qui le "défend" dans les guerres. L'une et l'autre ne sont que deux moments du prolétariat; source de toute richesse puisque c'est à partir de son exploitation que le Capital est produit, reproduit et accumulé; chair sacrifiée dans les guerres puisque c'est lui (le plus souvent comme paysans pauvres avec ou sans terre) qui porte les armes et qui tue d'autres prolétaires. Le prolétariat, sacrifié au poste de combat ou au poste de travail, constitue ainsi et paradoxalement le seul danger pour ce système car même enrôlé dans les joutes impérialistes il est potentiellement capable de lutter pour lui-même contre le Capital.

Il ne s'agit pas alors seulement de dénoncer les mystifications du Capital, de comprendre les forces ou les faiblesses du prolétariat mais aussi d'envisager des tâches d'information, d'organisation pour la solidarité avec les prolétaires des autres pays.

\* La France, l'Allemagne, le Japon opposés entre eux, s'opposent aux USA dans la concurrence capitaliste mais s'y soumettent et se rangent derrière lui dans la lutte contre la Russie.

## **IRLANDE :**

La mort de plusieurs militants de l'IRA (Armée Républicaine Irlandaise) a de nouveau attiré l'attention sur le "problème irlandais". Grévistes de la faim, Bobby Sands, élu député de l'IRA, Francis Hughes, etc..., sont allés jusqu'au bout de leur passivité: le statut de "prisonnier politique" ne leur ayant pas été reconnu par l'Etat de Mrs Thatcher, ils se sont laissés mourir de faim dans la fameuse prison de Long Kesh, petit paradis pénitenciaire de la Justice Britannique.

Toute cause ayant besoin de martyrs, ces militants de l'IRA sont morts pour rien si ce n'est pour la gloire de leur organisation pour laquelle d'autres grévistes de la faim sont prêts à succomber. L'IRA provisoire est pratiquement la seule organisation de résistance à "l'envahisseur anglais": c'est elle qui dispose d'armes et qui prône l'éviction de l'armée anglaise par la force; depuis une dizaine d'années, attentats "aveugles", meurtres de soldats, représailles, ont fait une publicité dynamique et explosive à l'IRA provisoire, branche anti-démocratique de l'IRA officielle.

La radicalité de l'IRA a attiré vers elle beaucoup d'individus dont la révolte spontanée contre leurs misérables conditions de survie a été dévoyée vers la fange nationaliste et religieuse de la revendication d'un Etat irlandais indépendant. En Irlande du Nord, comme partout ailleurs, règne en maître la dictature du Capital sur la classe ouvrière, et comme partout il y a lutte de classes pour l'appropriation de la richesse sociale.

Le prolétariat irlandais, subjectivement séparé en catholiques et protestants par la force de l'idéologie tant religieuse que chauvine de l'Etat anglais, subit la misère sociale de toute classe ouvrière nationale unie derrière son Etat, sa police, sa justice et son économie. La division des travailleurs par la nationalité, la religion ou l'octroi de privilèges (les ouvriers protestants d'Irlande du Nord bénéficient de divers avantages et priorités sur l'emploi, le logement, etc...) ne font qu'exacerber la méfiance, la haine et l'individualisme de ces mêmes travailleurs entre eux pour le plus grand profit de la classe capitaliste.

Chômage, inflation, sont aussi le lot du prolétariat d'Irlande du Nord dont l'économie subit elle aussi les déboires de la restructuration de l'appareil productif. La présence des troupes de Sa Majesté après les mouvements revendicatifs et indépendantistes des 70, et les heurts entre catholiques et protestants qui les avaient accompagnés, s'est maintenue depuis, au temps pour préserver la "paix politique" démocratique que le terrorisme de l'IRA provisoire venait com-

promettre, mais aussi pour préserver la paix sociale que les mouvements revendicatifs avaient troublée. L'Armée est officiellement la force nécessaire pour sauvegarder les frontières nationales mais elle est aussi potentiellement la force nécessaire pour réprimer les troubles sociaux.

Sous prétexte du terrorisme de l'IRA, l'armée anglaise (malgré les alternances Travailleurs/Conservateurs au pouvoir) impose aujourd'hui sa "présence" contre toute velléité de lutte, même minable, des ouvriers ou des indépendantistes.

La grève de la faim est une nouvelle manière de pression nationale et internationale de l'IRA sur l'opinion publique et le gouvernement britannique; elle est aussi et surtout une barbarie supplémentaire de cette société décadente divisée en classes, en Etats, divisions dont la caducité s'oppose à tout progrès social. L'IRA nationaliste souhaite et revendique un Etat indépendant, des "droits" pour ses détenus et pour cela elle doit être dénoncée pour ce qu'elle est: de la pourriture au même titre que tous ceux, de Thatcher à l'opposition républicaine qui demande le départ des troupes anglaises jusqu'aux bons humanistes qui perpétuent ou sont prêts à perpétuer la domination d'une classe sur une autre, tous ceux qui ne remettent pas en cause l'exploitation de l'homme par l'homme, la destruction des frontières et sont prêts demain à lacher "leurs citoyens" sur les champs de bataille économiques ou guerriers. La grève de la faim est pour cette racaille une des formes "démocratiques" d'opposition à l'Etat et au Capital. Les grèves de la faim sont maintenant chose courante soutenue et encouragée partout (en France, la CGT soutient des grévistes de la faim frappés de sanctions, en Espagne des chômeurs ont fait grève de la faim avec la bénédiction de la gauche, etc...). En Irlande du Nord, le prolétariat catholique n'a d'autre solution que de s'attaquer à l'armée anglaise mais elle doit se placer sur un tout autre terrain: la lutte des exploités contre les exploités, la lutte ouverte par la force et la violence contre sa propre armée et sa propre police, la lutte sans distinction de religion, contre l'IRA et tous les salauds qui dévoient leur haine de la société présente sur un quelconque drapeau ou une quelconque frange de prolétaires. L'unité du prolétariat irlandais ne se fera que quand il prendra conscience d'appartenir à une classe internationale soumise partout à la répression et à la misère; cette prise de conscience ne sera possible qu'en s'attaquant à toute la vermine syndicale, religieuse, nationaliste, "démocratique" qui s'oppose à son émancipation et à l'émancipation de l'humanité entière: les barrières sociales et mentales commenceront de tomber en même temps que se dresseront les premières barricades de la révolution socialiste, en Irlande du Nord comme partout ailleurs.

## MAROC :

Si la grève générale de 24 heures contre la vie chère, organisée par le syndicat CDT proche de l'USFP (parti socialiste du Maroc), a été docilement suivie dans l'ensemble du pays, à Casablanca elle s'est rapidement transformée en émeute.

L'augmentation de 20 à 80% des produits de première nécessité n'explique pas à elle seule la violence ouvrière et le débordement du syndicat. Depuis 1975 la guerre du Sahara accroît sans cesse la misère sociale et économique. En plus de cette constante, la sécheresse exceptionnelle de cette année pousse quotidiennement plus d'un millier de prolétaires ruraux vers l'énorme ghetto social (bidonvilles) qui cerne Casablanca. A cause de cet exode rural massif, du chômage énorme et de l'hermétisme des bidonvilles, il est impossible au syndicat CDT, malgré son prestige de syndicat "oppositional" de conquérir l'influence réelle qui lui est nécessaire pour réprimer tout mouvement social de l'intérieur. Pour cette raison le syndicat CDT a été, malgré lui, le spectateur impuissant de la violence de classe. Pillage et incendies de banques, de magasins, de voitures particulières, affrontements avec les flics et l'armée: c'est par ces actions que les jeunes prolétaires de Casablanca ont répondu à la violence capitaliste.

Mais si le mouvement a débordé le syndicat CDT il ne l'a pas remis en question en tant que force capitaliste; il n'a pas attaqué cette organisation dont l'existence dépend de la survie du travail salarié et qui au Maroc détient sa légalité par sa solidarité avec Hassan II dans le conflit du Sahara.

Les révolutionnaires doivent affirmer, contre les pacifistes de tout crin, que c'est par ce type d'affrontements que les prolétaires pourront dépasser leur pensée immédiate. Ils doivent affirmer cela quelque soit l'ampleur des saignées que le monstre capitaliste fait subir à la classe ouvrière (bilan des émeutes: plus de six cents morts, des milliers de blessés, 2 à 3 milles arrestations). Mais justement parcequ'ils ne sont pas insensibles à la sauvagerie capitaliste, les communistes doivent aider les ouvriers à dépasser leurs objectifs immédiats. Certaines défaites ont une valeur éducative immédiate, d'autres et dans certaines conditions alimentent la résignation et le désespoir. Ces conditions défavorables sont profondément liées au mouvement et à son but. Et quel fut le but des insurgés de Casablanca? le même que celui du syndicat: ouvrir la porte des négociations! Non! Il n'y aura jamais de solution pour le prolétariat dans le cycle revendications/négociations. Les seules revendications positives sont celles qui attaquent les rapports de production capitaliste donc le travail salarié; et sur ce terrain toute négociation est impossible! De plus ce n'est pas enrôlant la mort aux larbins du Capital ( interview d'un manifestant in Le Monde du 26/06/81) mais en s'organisant et en s'armant individuellement que le prolétariat <sup>trouvera</sup> la confiance qui lui est nécessaire pour détruire les conditions de survie inhumaines auxquelles le capitalisme le soumet. Pour insuffler un certain espoir, c'est-à-dire pour empêcher que la violence ouvrière ne soit entrainée par les forces capitalistes légales et "illégalles" de l'extrême-gauche sur le terrain marécageux de la "lutte contre le régime", les éléments les plus avancés (ils existent sûrement) doivent combattre par tous les moyens le bavardage démocratique capitaliste. Parceque la guerre augmente considérablement la misère sociale, ils doivent déclarer la "guerre à la guerre" contre tout les défenseurs de "l'intégrité du territoire national" et par là même de l'économie nationale. Aujourd'hui " l'opposition " réclame la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les émeutes; face à cette mystification d'une " justice au dessus de la lutte de classes " les ouvriers les plus conscients de Casablanca doivent lancer des appels à la solidarité internationale prolétarienne afin que la justice prolétarienne triomphe de de la barbarie capitaliste.

\* Casablanca est considérée comme la capitale du Maroc, c'est aussi la ville la plus peuplée , 3 millions d'hab, dont 1million vit entassé dans un des bidonvilles les plus importants du pays.

## ITALIE :

Le tremblement de terre dans la région de Naples a révélé, comme bien souvent lors de telles catastrophes, toute l'ignominie marchande du capitalisme. Seuls les immeubles les mieux bâtis, les plus étudiés, ont résisté et bien sûr, seules les banlieues les plus pauvres ce sont effondrées, laissant des milliers de prolétaires sans abri.

De manœuvres politiques en spéculations foncières, les capitalistes napolitains ont été amené à mettre sur pied " le sauvetage des sans abri " en les déportant dans des baraques à 70 Km de la ville. La réaction des prolétaires a été vive et un mouvement de sans abri a commencé à s'organiser, s'unifiant rapidement avec le comité de chomeur qui existait déjà à Naples. Ils ont procédé, par eux mêmes, à l'investissement d'un hôtel de luxe pour s'y loger visant explicitement la conquête des 70 000 logements vides de Naples. Par leur action directe - coordination, occupations, manifestations - ils se sont trouver face aux défenseurs de l'appropriation privative : flics, politiciens, journalistes, avocats, syndicats ont attaqué le mouvement par la force, les tentatives de division, les appels au respect de la démocratie en place. Cet affrontement a clarifié la position de classe du mouvement.

Cependant les médias capitalistes ont bloqué toute information sérieuse sur ce sujet, ne lui faisant de la publicité que lorsque les Brigades Rouges ont enlevé une crapule bourgeoise en récupérant les revendications du comité de lutte napolitain. Du coup, l'amalgame a été fait entre le comité et les brigades Rouges alors que ces dernières ne représentent qu'une fraction capitaliste. Dès lors, au moment où le mouvement de Naples ne pouvait plus beaucoup s'approfondir sans s'étaler, les mensonges déversés sur son dos s'en isolé, contribuant à stopper sa dynamique.

La situation, bloquée à Naples, ne peut se débloquer que par la prise de contact l'organisation avec les autres comités ( de chômeurs, de squatters, etc... ) et organisations prolétariens à l'échelle nationale et internationale pour envisager la diffusion de l'information pour de nouvelles interventions encore plus tranchantes que celles des prolétaires napolitains.

Remarque : Nous n'avons pu obtenir jusqu'à présent toutes les informations directes souhaitées pour une analyse critique. Pour l'instant, pour plus ample information écrire à Ranchi Nuovi Cp 303 Napoli Centro. Italie.

## ANGLETERRE :

La Grande-Bretagne, aujourd'hui largement distancée dans la course internationale aux profits, se retrouve avec un important taux de chômage, touchant surtout les immigrés et les jeunes ouvriers.



La réaction des jeunes ouvriers se fait violente mais sur des terrains distincts. Les uns se font embrigader dans des fractions capitalistes cherchant à séparer la classe ouvrière par le nationalisme, la religion, le racisme. Cependant, à Liverpool, Londres, Manchester, ce chômage, l'ennui, la flicaille omniprésente ont provoqué une réaction brutale des prolétaires sur un terrain bien différent: celui de la classe ouvrière, par delà les barrières nationales, religieuses et raciales, allant dans le sens de la réappropriation du produit social par le prolétariat. Néanmoins, pour aussi réjouissants qu'ils soient, ces affrontements n'ont fait reculer que des policiers mal armés et ont montré le cruel vide organisationnel et politique (les objectifs des combattants sont restés encore très limités) de la classe ouvrière en Angleterre et a fortiori dans le monde.

La combativité des jeunes prolétaires anglais impose aux prolétaires de tous les pays la solidarité afin d'approfondir le conflit de classe.

## POLOGNE :

Depuis de longs mois, la classe ouvrière se dresse face au gouvernement, malgré la menace d'un énorme appareil intérieur de répression, que renforcent les armées de l'Occident et de ses autres vassaux, toujours prêts à décharger leur mitraille. Ces luttes, suite aux antérieures, prouvent que le prolétariat, loin d'exercer le pouvoir, le subit et ne le supporte que par la contrainte policière associée à la résignation chrétienne. Ce pouvoir se dit celui du Socialisme mais ses représentants, avides de Nomenklatur, appellent Socialisme leur monopole du capital et donc de l'exploitation de la classe ouvrière. L'énorme produit excédant la maigre consommation des travailleurs, ils le consacrent à la guerre, la police, au mouchardage, à payer tribut à leur "fraternel" flic suprême... et à se repaître eux-mêmes de tout ce dont les ouvriers manquent.

Ils ne sont qu'un odieux Parti-Etat capitaliste réactionnaire et policier, au même titre que celui, de rang impérial, qui les hissa au pouvoir et les y maintient. La classe ouvrière doit démolir aussi cet Etat, encore plus répressif et exploiteur que ceux qui sévissent en occident. Finie la répugnante imposture !

La contre-révolution, installée à Moscou et partout où Moscou règne, ne peut pas venir de la classe ouvrière et pour la vaincre, il faut la révolte consciente de tous les exploités de l'"Est" et de l'"Ouest". Si là-dessus, la vérité ne se fait pas jour, alors il n'y a pas d'issue pour les ouvriers et la voie est ouverte au pouvoir-flic .

L'Etat capitaliste collectif s'est vu contraint à reculer plusieurs fois devant les grévistes . Mais, alors-même que ceux-ci avaient la force d'imposer leur pouvoir, qui ne peut être, lui, que Socialiste, ce gouvernement obtint des négociateurs à Gdansk une reconnaissance de propriétaire légitime de l'Etat, qui, respectée, condamne la classe ouvrière et ses descendants à l'esclavage politique et économique . Or, cette reconnaissance ne peut s'avérer effective que par les soins de l'église, de ses "pompiers" et autres collaborateurs, ou bien, à défaut, par les soins meurtriers des tanks russes . Ce fut là un compromis sur le dos du prolétariat non seulement polonais mais mondial, que nous devons dénoncer partout.

Le plus important dans l'essor combatif en Pologne est qu'il ébranle, jusqu'en Russie même, tous les pouvoirs issus de la contre-révolution stalinienne, et par voie de conséquence il ébranle le capitalisme mondial aussi. Nous nous condamnons à la défaite si nous mêmes, prolétaires, reconnaissons à ces systèmes le moindre droit à l'existence . Par contre, la chute de ces pouvoirs aura, à l'échelle mondiale, des répercussions révolutionnaires infiniment plus vastes que la chute du tzarisme en 1917 .

Tous les syndicats du monde sont des auxiliaires du capital et donc de l'Etat capitaliste. Pour sa part, Solidarnosc ne saurait, en aucun cas, constituer une exception. Mais le capitalisme d'Etat exige des syndicats plus soumis encore que ceux des pays occidentaux. C'est pourquoi il ne fait des concessions que lorsqu'il est aux abois et à fin de se préparer dans l'ombre à contre-attaquer. L'histoire particulière du capitalisme concentré bâti par la contre-révolution stalinienne interdit à Solidarnosc de jouer de manière stable le rôle d'appoint du capital qui est celui de tous les syndicalismes occidentaux. Ceci, tout simplement parce que, dans un système d'exploitation étatique, l'appareil syndical et l'appareil du Parti ne peuvent être que co-propriétaires du capital. Même la rachimique démocratie de type bourgeois lui est intolérable, ne parlons pas d'une démocratie ouvrière. Ce que le gouvernement de Varsovie attend de Solidarnosc est qu'il remplisse le même rôle que les syndicats antérieurs grâce aux messes et bénédictions papales.

La classe ouvrière de tous les pays de l'Est pâtit sous le même joug; elle ne saurait l'anéantir que par une action collective. Cette action il faut la réclamer, l'organiser, l'imposer par delà les frontières des pays et des blocs impérialistes; il faut, le plus rapidement possible, susciter partout la participation de la classe ouvrière russe; elle n'est pas notre ennemie, mais notre alliée contre l'opresseur commun. Là est l'internationalisme prolétarien, lui, qui seul, peut empêcher les interventions criminelles de divisions blindées du Kremlin ... et la connivence avec elles (Allemagne de l'Est, Hongrie, Tchécoslovaquie, Afghanistan) des gouvernements occidentaux.

## Sommaire

- Texte du projet d'accord de gouvernement PS-PC.....p 2
- Réponse des révolutionnaires à ce texte.....p 3
  
- Union de classe contre l'isolement.....p 5
- Aller et retour.....p 8
- La liberté est indivisible.....p 8
  
- Révolution et mouvement social.....p 9
  
- De la crise monétaire à la crise de surproduction.....p 12
  
- Tour d'horizon international.....p 15  
(Irlande, Maroc, Italie, Angleterre, Pologne)